

## Les obstacles à la recherche sur les stratégies éditoriales

Monsieur Paul Dirkx

### Résumé

Les obstacles à la recherche sur les stratégies éditoriales.

Pendant longtemps, les recherches sur les stratégies éditoriales en France ont été entravées par une série de facteurs divers, notamment la restriction économiste du sens de « stratégies », les liens étroits avec des organismes d'État et les résistances du milieu professionnel lui-même. Les dernières années ont vu apparaître çà et là un intérêt nouveau pour les déterminants des stratégies propres aux différentes maisons. Mais outre le fait que les données quantitatives restent rares, il semble que le principal obstacle réside dans le fait que les notions de « stratégie » et de « capital » demeurent insuffisamment diversifiées.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Dirkx Paul. Les obstacles à la recherche sur les stratégies éditoriales. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 126-127, mars 1999. Édition, Éditeurs (1) pp. 70-74;

doi : <https://doi.org/10.3406/arss.1999.3282>

[https://www.persee.fr/doc/arss\\_0335-5322\\_1999\\_num\\_126\\_1\\_3282](https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1999_num_126_1_3282)

---

Fichier pdf généré le 23/04/2018

Paul Dirkx

# Les obstacles à la recherche sur les stratégies éditoriales

« Je n'ai jamais réussi à rationaliser mes décisions. »

Christian Bourgois, 1990.

Les recherches sur l'édition en France n'ont guère, à ce jour, approfondi la question des déterminants des stratégies propres aux diverses maisons, et encore moins celle des contraintes qui tiennent à leur commune appartenance à un espace de production relativement autonome. À la faveur des transformations qui, ces dernières décennies, ont ébranlé le monde de l'édition<sup>1</sup>, l'intérêt d'une prise en compte plus élaborée des stratégies éditoriales s'est imposé<sup>2</sup>. Si cet intérêt s'était auparavant manifesté çà et là, notamment sous la forme d'un repérage des facteurs qui pèsent sur l'édition, force est de constater que « le matériau objectif et les données quantifiables [font toujours] largement défaut »<sup>3</sup>. La notion de « stratégie » est en outre généralement restreinte à son sens économique et désigne simplement, la plupart du temps, l'adaptation aux évolutions du marché. Enfin, les recherches portent rarement sur la période qui commence après 1945 : non seulement elles délaissent les bouleversements, survenus depuis aux spécialistes de méthodes quantitatives et/ou objectivistes, mais elles ne se donnent pas les moyens de mieux observer les stratégies éditoriales *in vivo*, au sein même des structures éditoriales en activité.

Aux États-Unis, ces bouleversements ont fait l'objet, au début des années 1980, d'analyses qui montrent le déclin progressif de l'autonomie d'un secteur qui avait réussi à préserver une partie de son indépendance relative à l'égard de l'économie de l'*entertainment* et où règne désormais largement un esprit managérial et mercantile<sup>4</sup>. En France, les travaux n'ont guère de portée véritablement explicative. Si nombre d'études présentent des données quantitatives qui souvent manquaient il y a encore dix ans<sup>5</sup>, elles se proposent rarement d'en donner une interprétation au-delà d'une

analyse conjoncturelle de l'état du marché. Elles ont d'ailleurs généralement été commandées par de grands producteurs de statistiques, en premier lieu les services ministériels qui sont à l'origine et constituent toujours, en France, le principal moteur de l'analyse économique de la filière du livre. C'est pourquoi ces études demeurent

1 - Sur les principales fusions et acquisitions dans l'édition et dans la distribution depuis 1986, et sur l'accélération des opérations depuis 1980, voir l'étude réalisée pour la Direction du livre et de la lecture par Bernard Guillou et Laurent Maruani, *Les Stratégies des grands groupes d'édition. Analyse et perspectives*, Paris, ministère de la Culture-Éditions du Cercle de la librairie, coll. « Cahiers de l'économie du livre », hors-série, 1, 1991.

2 - En 1977, le *Dictionnaire de l'édition* bilingue français-anglais de Philippe Schuwer (Paris, Éditions du Cercle de la librairie) ne contenait pas d'entrée « stratégie » (ni « politique », « pratique », etc.), à la différence de sa réédition de 1993. Un récent panorama des travaux d'histoire de l'édition en France consacrait une (brève) rubrique sur seize aux « Stratégies éditoriales » (Jean-Yves Mollier, « Histoire de l'édition en France (xix<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle) », in *Le Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 41, 1994, 3-4, p. 35-49, p. 40).

3 - Hervé Renard et François Rouet, « L'économie du livre : de la croissance à la crise », in Pascal Fouché (sous la dir. de), *L'Édition française depuis 1945*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 1998, p. 641-737, p. 642.

4 - Voir Françoise Benhamou, « Le marché du livre : un état des travaux (à propos de Lewis A. Coser, Charles Kadushin et Walter W. Powell, *Books. The Culture and Commerce of Publishing*, New York, Basic Books, 1982) », in *Revue française de sociologie*, 27, 3, juillet-septembre 1986, p. 545-560. Voir aussi Juliette Joste, « Tendances récentes du marché du livre aux États-Unis », in *Cahiers de l'économie du livre*, 6, décembre 1991, p. 61-118, et surtout Mark Crispin Miller, « The publishing industry », Erik Barnouw (sous la dir. de), *Conglomerates and the Media*, New York, The New Press, 1997, p. 107-133.

5 - Avant cette date, on ne disposait que d'un nombre restreint d'études, comme celles de Françoise Bourdais sur les années 1962-1969 (*L'Édition*, Paris, DAFSA, 1971) et de Katherine Blunden sur la décennie suivante (*L'Édition : structures économiques et financières*, Paris, DAFSA, coll. « Analyses de secteur », 1979). À ce propos, il faut signaler que trop de travaux de fin d'études, touchant aussi à des questions moins économiques, restent inexploités.

globalement marquées par une approche économiste, peu attentive aux agents et à leurs conditions de production spécifiques, c'est-à-dire ici à l'ambivalence qui résulte du fait de leur statut d'entrepreneurs culturels<sup>6</sup>. Ces études adoptent généralement une perspective macroéconomique qui ne manque pas de pertinence, mais qui surplombe le marché sans articuler suffisamment les multiples déterminants qui pèsent sur le secteur. Cette approche entraîne une lecture objectiviste de la conjoncture, voire moins déterministe de la conjoncture, les (grandes) entreprises donnant l'impression de subir l'industrialisation, la « mondialisation », les nouvelles législations, etc. De plus, il n'est pas rare que ces études dépendent, au moins partiellement, d'analyses financières qui, outre qu'elles sont peu nombreuses par rapport à d'autres secteurs<sup>7</sup>, présentent des données relativement périssables, mais, parce qu'elles sont « stratégiques », sont vendues à des prix très élevés par des bureaux d'étude (DAFSA, Précepta, etc.)<sup>8</sup>.

Vers 1984, l'étude du secteur du livre en France, notamment l'histoire de l'édition, a connu un renouveau, avec la publication d'une série de travaux plus attentifs aux agents et à la diversité de leurs motivations<sup>9</sup>. Mais, pour la période contemporaine, cette attention renouvelée se heurte aux résistances du milieu lui-même qui tend à se protéger contre toute objectivation. Ainsi, l'une des raisons majeures du retard pris dans la publication de l'histoire de *L'Édition française depuis 1945* réside dans la difficulté qu'ont eue les auteurs à recueillir certaines informations de base auprès des éditeurs<sup>10</sup>. D'après un ancien directeur du *Who's who* – seule source bio-bibliographique sur les éditeurs français –, le monde de l'édition est « un monde à part », en ce que l'on s'y montre plus réticent que partout ailleurs à en parler<sup>11</sup>. Cette discrétion croît avec le chiffre d'affaires<sup>12</sup> et/ou avec le capital de notoriété de l'entreprise. Ainsi, le Syndicat national de l'édition (SNE) reproduit à sa façon la double attitude de ses membres, d'une part en s'affichant comme un partenaire public (notamment dans le cadre du Salon du livre de Paris) et, d'autre part, en demeurant un cercle patronal très fermé<sup>13</sup>. Les éditeurs constituent non seulement « un groupe peu nombreux mais relativement homogène » qui *monopolise*, d'une manière quasi totale, le discours sur le livre et l'édition », mais en outre, à travers le SNE, « contrôlent directement leur production et indirectement [...] le discours journalistique sur l'édition : [ils] établissent eux-mêmes leurs statistiques annuelles de production et ne communiquent que les données chiffrées qui leur semblent intéressantes »<sup>14</sup>.

Toutes ces conditions rendaient difficile l'élaboration d'une vision globale, différenciée et concurrentielle de l'univers éditorial. Un spécialiste de marketing du livre ne signala qu'en 1990, en pleine période de concentrations, « que la concurrence [était] désormais dans le marché » : « Ce ne sont plus des éditeurs face à un marché, ce sont des éditeurs agissant sur un marché concurrentiel »<sup>15</sup>. Et d'ajouter : « La notion de stratégie prend alors toute son importance puisqu'il ne s'agit plus seulement de répondre à un marché, mais aussi de répondre à des concurrents », précision sans doute fondée, mais qui confirme surtout que, jusqu'alors, les

6 - À ce sujet, voir Pierre Bourdieu, « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 13, février 1977, p. 4-43.

7 - D'une manière générale, les données financières relatives aux maisons d'édition sont particulièrement difficiles d'accès.

8 - Cet aspect financier est souligné par Renaud Lefèbvre, « Les caractéristiques financières des entreprises d'édition », in *Cahiers de l'économie du livre*, 5, mars 1991, p. 133-147, p. 147.

9 - Il s'agit principalement du premier tome de *l'Histoire de l'édition française* (sous la dir. de Roger Chartier et d'Henri-Jean Martin), Paris, Promodis, 1983-1986; de Pierre Assouline, *Gaston Gallimard. Un demi-siècle d'édition française*, Paris, Balland, 1984; et de Jean-Yves Mollier, *Michel et Calmann Lévy ou la naissance de l'édition moderne (1836-1891)*, Paris, Calmann-Lévy, 1984.

10 - Voir le témoignage de Pascal Fouché dans l'introduction à cet ouvrage, p. 17, et dans *Livres hebdo*, 293, 15 mai 1998, p. 61.

11 - À travers son livre, Pierre Assouline (*op. cit.*) a voulu briser cette exceptionnelle « tradition de secret », qui marque l'ensemble de la profession. Hervé Hamon et Patrick Rotman n'ont pas entièrement tort de noter que « [l]a loi de l'édition, c'est l'omertà, la loi du silence » (*Les Intellocrates. Expédition en haute intelligentsia*, Paris, Ramsay, 1981, p. 144).

12 - Philippe Schuwer fait remarquer qu'« aucun responsable commercial n'a écrit et publié un livre sur son activité », in Pascal Fouché (sous la dir. de), *L'Édition française depuis 1945, op. cit.*, p. 438.

13 - Cette image de service public se matérialise notamment dans certaines publications du SNE telles que des bilans destinés entre autres aux pouvoirs publics (INSEE, etc.) et portant sur des questions d'ordre général.

14 - Jacques Breton, *L'Édition française contemporaine. Aide-mémoire*, Massy, Centre régional de formation professionnelle de bibliothécaires de Massy, coll. « Documents pédagogiques », 7, 1985, p. 4 (c'est l'auteur qui souligne). Voir aussi, du même, *Le Livre français contemporain. Manuel de bibliologie*, Malakoff, Solin, 1988, p. 8-11 (« Un préalable politique : le discours éditorial »), où le nombre restreint de recherches après 1950 est rapporté au statut scientifiquement peu légitime d'une époque insuffisamment éloignée, et aussi au fait que la recherche et certaines institutions comme l'INSEE sont tributaires du discours de la profession (en particulier celui du SNE et de la presse spécialisée; pour une critique des statistiques du SNE de 1970 à 1985, voir p. 421-432).

15 - Laurent Maruani, in « Stratégies dans l'édition. Débat du 26 mars 1990, Salon du livre », in *Cahiers de l'économie du livre*, 4, décembre 1990, p. 4-19, p. 17.

stratégies éditoriales avaient généralement été observées (et élaborées) en privilégiant leur dimension mercatique. Peu de chercheurs avaient saisi l'importance d'une démarche combinant pour chaque maison, à l'échelle de l'ensemble du monde de l'édition, analyse interne et analyse externe. Il n'y eut guère qu'un rapport rédigé pour le ministère de la Culture qui examinât de ce double point de vue les caractéristiques des maisons d'édition fondées entre 1974 et 1980<sup>16</sup>. Les auteurs montraient que les 1 652 maisons qui n'avaient pu se maintenir dans le secteur devaient leur échec à leur manque de moyens financiers, et aussi aux « difficultés pour se faire connaître [et reconnaître] à la fois par les médias, la presse, les libraires et le public »<sup>17</sup> et à leurs rapports avec les imprimeurs et les pouvoirs publics. On voit que la perspective adoptée aboutissait à une vision non exclusivement ou prioritairement économique des stratégies éditoriales. Les auteurs ne négligeaient pas entièrement l'univers de l'édition en tant que médiation spécifique, notamment en attirant l'attention sur « les motivations des fondateurs » et en suggérant l'existence de liens entre « conception du métier et politique éditoriale »<sup>18</sup>. Dans une perspective analogue, un ouvrage, paru peu après, qui se voulait soucieux de mieux comprendre les menaces pesant sur l'avenir de l'édition<sup>19</sup>, insistait sur la nécessité d'intégrer dans l'analyse le discours des éditeurs eux-mêmes, y compris celui des jeunes éditeurs examiné par Bouvaist et Boin, et souhaitait qu'on le confrontât à d'autres données.

Quelques années plus tard paraissait une nouvelle étude qui visait « à dépasser les comportements fatalistes face à des tendances considérées parfois comme irréversibles et à montrer quelques aspects de la multiplicité des avenir possibles »<sup>20</sup>. Après une première partie sur le duopole Hachette-Matra/Groupe de la Cité, cette étude analyse notamment « les stratégies de résistance des grandes entreprises indépendantes de littérature générale » (Gallimard, Le Seuil, Flammarion, Albin Michel). En tenant ensemble « conceptions du métier et logiques économiques »<sup>21</sup>, l'étude fait entrevoir comment, d'instances qui suscitent des manuscrits, les grands éditeurs sont souvent devenus, sous la pression de logiques (commerciales) toujours plus contraignantes, des instances qui gèrent des commandes. Certes, la méthode plus comparatiste que relationnelle explique que ce livre propose plutôt, « avec toutes les limites du genre, des “visites d'entreprises”<sup>22</sup> » et que l'éventail des diverses alternatives possibles ne se profile pas avec toute la précision voulue. Néanmoins, elle a le mérite d'avoir contribué à un assouplissement des inter-

rogations économistes, très stimulant pour la recherche. En effet, depuis la fin de la décennie précédente, on observe que l'« économie du livre », notamment sous la pression des transformations récentes, est en train de rattraper son retard sur l'« histoire du livre », laquelle a atteint, il y a déjà une quinzaine d'années, le stade de la vulgarisation scientifique<sup>23</sup>. Au tournant des années 1990, les études se sont multipliées, s'efforçant d'expliquer pourquoi l'édition subissait une vague de restructurations sans précédent<sup>24</sup>; pourquoi le marché était stagnant, voire en baisse du point de vue du nombre d'exemplaires (contrairement à aujourd'hui) et pourquoi il avait une faible rentabilité<sup>25</sup>; pourquoi les restructurations accentuaient la logique du profit au détriment de la diversité des produits et de la spécificité de certains d'entre eux, notamment des fonds littéraires, etc. Or, ces phénomènes ne se laissent plus appréhender à partir de grilles de lecture essentiellement économiques. La notion de capital demande à être diversifiée. Si certains observateurs s'y essaient, rares sont ceux qui, comme Jean-Marie Bouvaist, insistent sur l'aspect double de « la notion de patrimoine : le patrimoine d'une maison d'édition est constitué de ses auteurs, bien sûr, mais aussi du savoir-faire de ses éditeurs »<sup>26</sup>.

16 - Jean-Marie Bouvaist et Jean-Guy Boin, « Les nouveaux éditeurs : innovation et reproduction » (pour un condensé, voir *idem*, *Les Jeunes Éditeurs. Esquisse pour un portrait*, Paris, La Documentation française, 1986).

17 - *Ibid.*, p. 36-37.

18 - *Ibid.*, p. 49-53, 71-100. Ce livre a été complété en 1989 par une analyse similaire pour la période 1984-1988 (*Du printemps des éditeurs à l'âge de raison. Les nouveaux éditeurs en France (1974-1988)*, Paris, La Documentation française-Sofedis).

19 - Jacques Breton, *Le Livre français contemporain*, *op. cit.*, p. 198.

20 - Jean-Marie Bouvaist, *Crise et mutations dans l'édition française*, Paris, ministère de la Culture et de la Francophonie-Éditions du Cercle de la librairie, coll. « Cahiers de l'économie du livre », hors-série, 3, 1993, p. 20.

21 - *Ibid.*, p. 13-14. L'auteur renvoie ici à Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Le Seuil, coll. « Libre examen », série Politique, 1992, p. 203-213.

22 - *Ibid.*, p. 18-19.

23 - Voir par exemple, les quatre volumes de *l'Histoire de l'édition française*, *op. cit.*, et *L'Édition française depuis 1945*, *op. cit.*

24 - Entre autres, Philippe Schuwer, *Éditeurs aujourd'hui*, Paris, Retz, 1987; François Rouet, *Le Livre. Mutations d'une industrie culturelle*, Paris, La Documentation française, coll. « Économie », 1992.

25 - En 1991, Renaud Lefèbre (*art. cit.*) se fonde sur l'examen financier de quarante-quatre entreprises pour contester ce dernier point, attestant ainsi que même les analyses économiques les plus légitimes ne font pas l'unanimité.

26 - « Stratégies dans l'édition », *art. cit.*, p. 16.

Ainsi, la crise enseigne qu'il convient de rapporter plus systématiquement les modes d'accumulation du capital, y compris symbolique, aux stratégies éditoriales dans l'entreprise, celles-ci n'étant pas réductibles aux politiques financières et à leurs effets sur les modes de production. C'est ce qu'aurait pu enseigner, depuis plus longtemps, l'observation des départements de littérature étrangère, restée toutefois peu légitime et donc peu développée : dans ces départements, les choix dépendent en effet d'intermédiaires plus nombreux qu'ailleurs et, partant, d'une chaîne de facteurs stratégiques plus complexe<sup>27</sup>. C'est aussi ce qu'illustre un récent article consacré aux « Nouvelles pratiques et stratégies éditoriales », où la crise n'est pas considérée comme liée uniquement à la conjoncture économique, mais aussi à des logiques financières qui s'enracinent dans les traditions d'une profession<sup>28</sup>. La crise dans les grandes maisons apparaît notamment comme le résultat d'une importation brutale, après 1970, de méthodes de « rationalisation », avec la création du poste de contrôleur de gestion, l'application de ses CEP (comptes d'exploitation prévisionnels), l'informatisation des outils de gestion, etc. Sans pour autant systématiser sa démarche, l'auteur de cet article, lui-même éditeur, évoque les conflits d'intérêts, qui s'expriment le plus clairement lors des réunions éditoriales, et notamment le poids décisif que peut revêtir une simple remarque de la part du contrôleur de gestion, suggérant ainsi que les excès managériaux sont aussi une affaire de crédit accordé aux agents selon leur position dans l'entreprise. Ce type d'observation en entreprise permet de saisir plus complètement et plus finement les déterminants de certaines stratégies.

Une autre contribution du même volume s'attache aux représentations « conventionnelles » que les agents se font de leur métier. Selon les auteurs de ce texte, « il est avéré et reconnu » que « les *comportements*, la démarche productive des éditeurs, viennent en premier » et que « ce sont les éditeurs qui font le marché [...] à court et surtout moyen terme »<sup>29</sup>. S'il apparaît toujours plus que les stratégies qui accompagnent les options financières ne doivent pas être sous-estimées, il n'est pas sûr que ce parti-pris méthodologique en garantisse la meilleure analyse. Il conduit en effet à isoler les « pratiques quotidiennes » comme objet d'une observation quasi ethnologique » et d'une analyse de type microsociologique » à mener ailleurs, perdant ainsi de vue la dimension structurale de ces pratiques, qui n'intervient pas seulement dans le « tissu » des mille et une actions quotidiennes plus ou moins répétitives, mais aussi dans toutes les autres, jusque dans les prises

de décision les plus importantes pour l'entreprise. Cette dimension a été aperçue par Philippe Schuwer lorsqu'il évoque certaines méthodes gestionnaires, suggérant que c'est peut-être ce qui fonde l'inexpliqué, à savoir l'impact remarquable de ces méthodes sur les politiques éditoriales, impact aussi bien ponctuel que structurel, quasi magique et pourtant « rationnel ».

Une des études les plus détaillées des stratégies dans le secteur de l'édition littéraire contemporaine confirme également le fait que les stratégies qui sont conçues en termes de « comportements », d'« objectifs » et de « choix » posent des problèmes heuristiques<sup>30</sup>. Elles donnent l'image d'un univers où les projets de « décisionnaires passionnés » par leur métier sont rendus « compatibles » avec des « contraintes » économiques, sans dire comment s'opère cet ajustement, faisant ainsi l'impasse sur les déterminants les moins visibles des stratégies adoptées. L'étude ne fait guère que répertorier des « critères [de choix] déclarés ». Ainsi, par exemple, la question, importante et trop rarement soulevée, du pouvoir que de nombreux éditeurs estiment avoir sur la « création » des écrivains et sur les goûts des lecteurs<sup>31</sup>, reste sans réponse. De même, la difficulté à « concevoir un roman comme un bien de consommation standard »<sup>32</sup> serait uniquement due à la haute idée que les éditeurs se font de la littérature et de la relation entre l'œuvre et le public. Quant aux facteurs externes qui pèsent sur la création littéraire, notamment les facteurs économiques et médiatiques, ils ne sont « pas une question de bonnes volontés individuelles (qui existeront aussi longtemps qu'il y aura des passionnés de littérature), mais de mutation d'un système et de ses critères de sélection »<sup>33</sup>.

27 - Voir notamment Jean-Marie Bouvaist, UFR Communication Paris-XIII, *Pratiques et métiers de l'édition*, s. l., Éditions du Cercle de la librairie, 1991, surtout p. 83-99.

28 - Philippe Schuwer, in Pascal Fouché (sous la dir. de), *L'Édition française depuis 1945*, op. cit., p. 425-459. Cf. du même auteur, *Éditeurs aujourd'hui*, op. cit., p. 41-50.

29 - Hervé Renard et François Rouet, *art. cit.*, p. 642; souligné par les auteurs. Ces derniers, experts économiques, se réfèrent aux *Mondes de l'art* du sociologue interactionniste Howard Becker, Paris, Flammarion, coll. « Arts, Histoire, Société », 1988.

30 - Philippe Moati, « La filière du roman : de la passion à la rationalité marchande? », *Cahiers de l'économie du livre*, 7, mars 1992, p. 103-138 (étude réalisée pour le ministère de la Culture).

31 - *Ibid.*, p. 105-106, 112.

32 - *Ibid.*, p. 112.

33 - *Ibid.*, p. 136. Cette vision insuffisamment dialectisée de l'« univers représentationnel » et des « contraintes », d'ailleurs non différenciée selon la position des maisons, aboutit alors à des conclusions prématu-

Ce qui manque à ces travaux, c'est la prise en compte des effets qui sont engendrés par l'existence même de l'espace des maisons d'édition, espace structuré qui est au principe des écarts « représentationnels » et des luttes de définition corrélatives<sup>34</sup>. De nombreuses publications, en premier lieu des études monographiques, se fondent sur des matériaux souvent riches où se dessine le caractère ni « rationnel », ni « irrationnel », ni complètement maîtrisé, ni complètement subi, de ces luttes, y compris dans les périodes de crise où les enjeux apparaissent avec le plus d'acuité<sup>35</sup>. De même, bien que très souvent hagiographiques, voire parfois de peu d'intérêt en soi<sup>36</sup>, les biographies et les mémoires d'éditeurs constituent des sources utiles dans la mesure où leur volonté de persuasion pousse les auteurs à donner, sur certaines stratégies, des précisions parfois très rares. Une remarque analogue vaut pour les ouvrages de « résistance » aux évolutions commerciales et monopolistiques<sup>37</sup>, ou encore pour toute autre prise de position (dans la presse, etc.) sur le fonctionnement de l'édition ou un de ses aspects.

Il ne s'agit pas de prétendre ici, inversant la démarche généralement adoptée en ce domaine, que les études centrées sur les aspects économiques et conjoncturels ne peuvent qu'apporter d'utiles confirmations de telle ou telle thèse sociologique, mais de rappeler simplement que les deux approches sont inséparables, les variables quantitatives par exemple pouvant révéler efficacement des stratégies difficilement perceptibles autrement<sup>38</sup>. Si l'on veut s'extraire de l'emprise économiste sans tomber pour autant dans l'accumulation monographique, il ne faut pas traiter l'édition comme un secteur de l'économie (fût-ce des biens culturels) parmi d'autres. Il est nécessaire de faire appel aux différentes disciplines en étant particulièrement attentif aux obstacles qui sont propres à chacune d'elles et qui

résultent d'une histoire ayant partie liée avec l'univers social observé<sup>39</sup>.

---

rées : « Enfin, certains éditeurs nous ont confié que les potentialités de cessions (poche, adaptation TV, mais surtout clubs) entraînent en considération dans la décision de publication. Si ce type de critères de sélection peut violer quelque peu l'idéal de création littéraire qui anime la plupart des membres des maisons d'édition, il demeure assez conforme à la manière de fonctionner [des agents] et constitue plus un aménagement qu'un renversement de la relation œuvre-public » (p. 115).

34 - Cf. Pierre Bourdieu, *art. cit.* ; Anna Boschetti, « Légimité littéraire et stratégies éditoriales », *Histoire de l'édition française*. T. IV : *Le Livre concurrenté*, *op. cit.*, p. 480-528.

35 - Voir, par exemple, Pascal Fouché, *L'Édition française sous l'Occupation 1940-1944*, Paris, Bibliothèque de littérature française contemporaine, coll. « L'Édition contemporaine », 15 et 16, 1987. Pour une bibliographie commentée, voir Jean-Yves Mollier, *art. cit.* Ces études ne doivent pas nécessairement porter directement sur le monde de l'édition, mais peuvent l'intégrer dans une perspective plus large (par exemple des travaux sur l'espace intellectuel, tel celui d'Herbert Lotman, *La Rive gauche. Du Front populaire à la guerre froide*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Littérature », 161, 1984) ou simplement différente (par exemple, des travaux universitaires inédits, tels que Maud Verrier (sous la dir. de Jean-Pierre Vosgin et René Martinez), *Les Rubriques « Littérature française » dans Le Monde et Libération. Analyse comparative*, université Michel-de-Montaigne, mémoire de maîtrise en option Métiers du livre, 1995.

36 - Jean-Yves Mollier, *art. cit.*, p. 48.

37 - Voir, surtout, Gabriel Enkiri, *Hachette la pieuvre. Témoignage d'un militant CFDT*, Paris, Éditions Gît-le-Cœur, 1972 ; Judas, *Libre Rapport sur le milieu. Ce que tout le monde sait sur la République des lettres et quelque chose que tout le monde ne sait pas*, Saint-Germain-des-Près, Éditions de la Nuit, 1981.

38 - Il faudrait ainsi tirer un profit plus systématique de constatations portant, par exemple, sur la part de nouveautés publiées par les éditeurs, qui est inversement proportionnelle à leur chiffre d'affaires, corrélation qui s'accroît au fil des années (Jacques Breton, *op. cit.*, p. 302).

39 - La meilleure illustration de cette connivence est sans doute offerte par l'économie du livre où la recherche s'est d'emblée trouvée intimement liée aux politiques de l'État (cf. *supra*). Voir aussi, concernant l'origine des formations en matière d'édition et concernant leur impact sur les stratégies éditoriales, notamment à travers l'appel croissant des éditeurs aux stagiaires formés par des établissements d'enseignement supérieur, Philippe Schuwer, *art. cit.*, p. 433, 455.